

## **Déclaration liminaire des représentants de Solidaires Finances Publiques au CTL du 19 mars 2015**

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons commencer ce CTL sans rappeler les différents scandales qui ont touché nos hommes politiques et les révélations liées à la fraude fiscale ( affaires Luxleaks et HSBC...).

La fraude fiscale est devenue un sport national et nous tenions à rappeler que les diverses formes de fraudes fiscales représentent un manque à gagner de 60 à 80 milliards d'euros en France (montant auquel il faut ajouter la fraude dite sociale, de 20 à 25 milliards d'euros, provenant essentiellement du travail non déclaré) et de 1000 milliards d'euros en Europe.

Devant répondre à une logique budgétaire, les gouvernements successifs continuent de pratiquer des politiques d'austérité, frappant de plein fouet la DGFIP.

Sans le renforcement des moyens humains, il est impossible de prétendre combattre la fraude fiscale. La DGFIP persiste dans son erreur en supprimant des emplois, dont un nombre important dans les services qui gèrent l'impôt, effectuent un contrôle des dossiers et détectent la fraude. Elle applique avec zèle la réduction des moyens imposés tant aux usagers qu'aux agents :

- en supprimant encore et encore des emplois,
- en gelant la rémunération des fonctionnaires et leurs possibilités d'avancement,
- en récupérant la prime d'intéressement collectif de 150€ au bénéfice des réformes,
- en mettant en place les restructurations inscrites dans la démarche stratégique et dans la revue des missions,
- en imposant la dématérialisation: téléprocédures, généralisation de la télédéclaration, télépaiement, téléactes, déploiement du PES V2 et recours forcé aux flux dématérialisés...
- en réduisant les budgets de fonctionnement,
- en réduisant les horaires d'ouverture au public,
- en axant de plus en plus la formation professionnelle vers la e-formation.

Pour Solidaires Finances Publiques, la DGFIP va dans le mur ! Sous prétexte d'améliorer les conditions de travail des agents, son orientation va bien vers la casse du service public.

Ce CTL est consacré à des sujets graves sur l'avenir de la DDFiP 89.

Monsieur le Président, les points que vous avez inscrits à l'ordre du jour de ce CTL ainsi que les documents de travail fournis démontrent malheureusement que vous vous inscrivez pleinement dans cette logique.

Pour sa part, Solidaires Finances Publiques 89 continuera à combattre toute régression du dialogue social.

Concernant ce CTL, comme indiqué dans notre propos introductif, nous ne pouvons que nous interroger sur une réunion avec un ordre du jour chargé convoquée sur une demi-journée (initialement à 14 heures).

Pour Solidaires Finances Publiques, cela ne peut pas favoriser le dialogue social.

A l'avenir, nous souhaitons que les CTL soient convoqués sur une journée entière.

Concernant les documents de travail, et afin de préparer les réunions dans de bonnes conditions, nous demandons des documents complets et lisibles ce qui éviterait des erreurs comme celles relatives à l'ouverture des horaires au public.

Nous aurons l'occasion de revenir en séance sur les différents points inscrits à l'ordre du jour.

Nous aurions également souhaité que soient évoqués lors de ce CTL:

- l'activité de la CID et les moyens informatiques ( comme demandé à plusieurs reprises),
- l'activité et l'organisation de l'ensemble de la mission cadastrale au sein de notre département
- l'organisation de la campagne IR 2015, avec notamment l'ouverture au public pendant cette période
- un bilan du déménagement du site de Vaulabelle et un suivi des travaux du site des Moreaux,
- l'accès sur les sites des Moreaux et Marie Noël et les conditions de stationnement pour les véhicules.
- les dégagements de caisse,
- le terminal carte bancaire du CFP de Sens Quai de Nancy
- l'ouverture du site [timbres.impots.gouv.fr](http://timbres.impots.gouv.fr)
- une mise à jour du Tagerfip comme demandée en janvier
- l'état des réflexions sur la mise en place du Pôle de Contrôle des Revenus et du Patrimoine

Dans un souci d'organisation et de transparence, nous vous informons que l'ensemble de nos élus quittera cette réunion à 17 heures.